



Université : d au *Big crunch*

À peine plus d'un an après le mouvement historique dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) contre la « mastérisation » de la formation des enseignants, le décret statutaire des enseignants-chercheurs et le démantèlement du CNRS, la lutte contre la loi Woerth sur les retraites a peine à prendre de l'ampleur dans les universités, davantage relayée par les BIATOS et les étudiants que par les enseignants.

L'amertume du printemps 2009 est encore présente. L'avalanche de coups dévaste le paysage de l'ESR. Les dégâts du décret statutaire commencent à se faire sentir, notamment la modulation des services ici et là. Plus globalement, la loi LRU et la restructuration battent leur plein, avec la complicité de la Conférence des présidents d'université (CPU). La ministre de l'ESR peut sans être contredite afficher son autosatisfaction et aligner des chiffres mirobolants pour faire accroire aux médias qu'elle serait la seule rescapée du naufrage des services publics organisé par son gouvernement. Le budget 2011 est présenté en progression alors qu'il ne crée aucun



Un fort cortège ESR, le 16 octobre.

u Big loan ?

emploi, ne compense pas l'inflation et que sa ventilation annonce des régressions profondes. La ministre vante ainsi les 5 banier (Bn)⁽¹⁾ consacrés au "Crédit Impôt Recherche". Parlement et cour des comptes ont pourtant dû constater que ce somptueux cadeau aux entreprises ne contribuait nullement à développer la recherche dans le privé... Mais le plus grave est encore le "Grand Emprunt" (GE), le *Big loan*. Les Juppé-Rocard chargés d'en accoucher les principes avaient proposé d'attribuer 100 Bn à l'ESR. La somme a finalement été réduite à 22, ce qui reste conséquent à première vue. Les présidents d'université ont applaudi comme un seul homme (il n'y a d'ailleurs que peu de femmes parmi eux). Mais tous ne goûteront pas à ce gâteau empoisonné.

Collèges universitaires pour les tout petits

Les présidents des petites et moyennes universités ont d'emblée été privés de dessert. Pour ces PMU, les cuisiniers gouvernementaux proposent un autre mets : le "pôle de formation de proximité". Il n'est pas difficile de comprendre ce qu'il y a derrière : le collège universitaire, où les enseignements – souvent professionnels – s'arrêteraient à la licence et la recherche à l'innovation. Le financement y serait local, au moins en partie, à l'image du financement des TER par les régions. Ce serait la mise en place d'universités de 2^{ème} classe, soumises aux *desiderata* des financeurs du cru, élus et patrons, et aux statistiques d'insertion

des étudiants sur le marché du travail. Au nom de la rationalisation, telle université devrait abandonner telle filière que sa voisine prendrait seule à sa charge. Les étudiants devraient se déplacer. Grâce aux TER, justement...

Concurrence mortifère pour les plus grands

Les "gros" présidents, ceux qui se rêvent honorés par l'ubuesque classement de Shanghai, paraissent avoir davantage de raisons de se frotter l'estomac. Pourtant, rien n'est simple. Les 22 Bn du GE sont acquis auprès des marchés à un taux de 2,5 %. Une petite partie va être distribuée en crédits consommables, dont 1 Bn pour Saclay. Mais la plus grosse, 18 Bn, sera confiée à l'Agence nationale de la recherche (ANR), et placée à la Caisse des dépôts au taux de 3,5 %. Seuls les intérêts seront distribués aux établissements et laboratoires, en remplacement du financement public par l'impôt. De plus, et Péresse le dit elle-même, une dizaine d'établissements accèdera au statut de "pôle à vocation mondiale". Pas plus. Cela se fera courant 2011 grâce à un appel d'offres de 8 Bn baptisé "Initiative d'EXcellence". L'effet est ravageur : des universités cherchent à toute vitesse à fusionner, à se fondre dans des PRES (structures à directions non élues auxquelles le parlement s'apprête à attribuer les droits de délivrer des diplômes et de posséder-hypothéquer les locaux universitaires), voire dans des "grands établissements" (statut dérogatoire qui permet les droits d'inscription à la carte, comme à Dauphine). Bien sûr, les personnels et étudiants ne sont pas consultés. Les présidents et leurs équipes de managers décident seuls. Du moins feignent-ils de le croire car c'est le ministère qui tire les ficelles du crédit.

Nouvelle "carte universitaire"

A propos du plan Campus et de ses 5 Bn répartis sur une douzaine de sites, la ministre l'avoue sans ambages : « nous en avons fait un outil pour redessiner le paysage universitaire ». Un dessein dont les échecs précédents seraient ainsi effacés par la croisade de Valérie... Certes, c'est le résultat de la collaboration d'une partie du milieu. La ministre s'en vante effrontément : « je fais la réforme de l'université avec les universitaires [en fait, la CPU] et ils sont majoritairement de gauche »⁽²⁾. Dans les labos, le ministère a su user de l'ANR et de la logique d'appel d'offres au détriment des

grands organismes comme le CNRS, qu'il vide méthodiquement de tout contenu. Au financement pérenne, il substitue le financement par projets des EquipEX (équipes d'excellence) dans les LabEX (laboratoires d'excellence) et surtout du recrutement de personnels excellents quoique précaires. Une grande part de l'activité des chercheurs et enseignants-chercheurs est aujourd'hui de remplir des dossiers pour obtenir la "prime d'excellence" ou demander des financements à la mesure de cette excellence. La recherche doit ainsi se soumettre aux *desiderata* du financeur, ministériel ou privé, accepter de se laisser piloter et évaluer en permanence sur des critères utilitaristes de court terme.

L'université reste un enjeu de société

Au lieu de l'universalité et la coopération, l'université de l'UMP se fonde sur la privatisation et la concurrence. L'indépendance et les libertés académiques sont ainsi remises en cause, au risque d'une stérilisation de l'université. Des laboratoires éclatent, des recherches ne peuvent se poursuivre parce qu'elles n'intéressent pas les marchands et des résultats ne sont pas rendus publics à cause des clauses de confidentialité du financeur privé. Un enseignement étroitement finalisé et sans recul critique sur ce qui nourrit les connaissances est promu aux dépens des enseignements qui les mettent en relation. Surtout, l'université proposée par le tandem Sarkozy-Péresse est celle de la sélection des étudiants, par les filières, la géographie et l'argent. C'est un retour en arrière brutal dans la démocratisation de l'enseignement supérieur. La ministre péroré un peu vite : « d'ici à 2012, j'aurai réparé les dégâts de Mai 1968 ».

Il y a urgence à raviver la communauté universitaire avant le *Big crunch*, la grande implosion dans laquelle les libéraux sont en train de précipiter l'université. Il ne faut pas laisser le gang du Fouquet's sévir encore deux ans ! ●

JEAN-LUC GODET (PSO/EE).

1) Le banier (Bn) est une nouvelle unité monétaire promue par Edwy Plenel. Elle correspond à la somme de cadeaux de Mme Bettencourt au photographe éponyme, soit un milliard d'euros.

2) Valérie Péresse, *Les Échos*, p. 4, 27 septembre 2010.